

Georg Lukács

*Encore une politique
d'illusion.*

1922

Traduction de Jean-Pierre Morbois

*Pour Chantale Pilon,
doctorante à l'Université Laval
(Québec, Canada).*

Ce texte est la traduction de l'essai de Georg Lukács :
Noch einmal Illusionspolitik. (1922)

Il occupe les pages 161 à 168 du recueil *Schriften zur Ideologie und Politik* [Écrits sur l'idéologie et la politique] (Luchterhand, Neuwied und Berlin, 1967). Il était jusqu'à présent inédit en français.

Il a été publié à l'origine dans : Ladislaus Rudas, *Abenteurer- und Liquidatorentum. Die Politik Béla Kuns und die Krise der K.P.U.* Verlag „Vörös Újság“, Wien 1922. p.254-61. [Aventurisme et liquidationnisme. La politique de Béla Kun et la crise du Parti Communiste Hongrois.]

La politique d'illusion de l'ancienne opposition de l'actuel Comité Central du Parti Communiste Hongrois ¹ ne peut pas simplement être caractérisée par le fait qu'elle ne prend pas en compte les circonstances et les possibilités réelles. Il peut arriver aux politiciens les plus honnêtes et les mieux intentionnés (et même aux plus doués) de porter de temps à autre un jugement erroné sur la conjoncture. Ici, il est question de tout autre chose – *de ce que ces gens ont une attitude telle qu'il leur est à partir de là impossible, d'emblée, de porter sur la situation un jugement correct.* Leur pensée, leur analyse de la conjoncture ne trouve en effet pas son *point de départ* dans la situation réelle, dans la situation réelle du prolétariat hongrois. Les *objectifs* qu'ils se fixent ne sont en effet pas des objectifs qui en découlent, ils ne visent pas la libération du prolétariat hongrois.

C'est là un lieu commun, mais la politique de la Direction actuelle du Parti Communiste Hongrois nous oblige à exposer dans le détail ce lieu commun : le champ d'action du Parti Communiste Hongrois, c'est la Hongrie ; son objectif, c'est la conduite de la lutte de libération du prolétariat hongrois ; son organisation et sa tactique se trouvent définis par la situation économique et politique réelle en Hongrie. Tout le reste, et donc aussi bien l'émigration dans son ensemble que la position que prennent les quelques camarades dans le mouvement international (peu importe qu'ils aient raison ou tort) ne peut être pris en considération exclusivement *que comme un moyen au service de ce seul objectif sérieux.*

¹ À savoir le Comité Central du Parti Communiste Hongrois, dirigé par Béla Kun, et mis en place à titre provisoire en octobre 1921 par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

C'est une honte qu'il faille, en général, retranscrire de tels lieux communs, et même devoir insister tout particulièrement dessus. Mais il est tout aussi honteux, c'est certain, que la politique globale du Comité Central ne soit pas déterminée pas la situation en Hongrie, ni par ce qui peut y être fait. Mais par *la façon dont leurs actions peuvent influencer l'état d'esprit de l'émigration, et par les conséquences qu'elles peuvent avoir sur la position internationale de quelques camarades.*

Un exemple typique en est le premier appel du Comité Central aux ouvriers de Baranya² (par chance, il n'est paru que dans le *Rote Fahne* à Berlin, et n'est jamais parvenu aux camarades de Baranya). Dans cet appel, on explique en détail comment les communistes de Baranya doivent mener une politique d'« opposition loyale » à l'égard de la république bourgeoise : ils ne doivent pas la soutenir, mais ils ne doivent pas non plus la renverser ; ils doivent exiger la liberté de manifester, la liberté de la presse, tout cela est bel et bon, mais précisément pas, provisoirement, des comités de soldats. C'est en vain que la minorité du Comité Central³ (bien qu'elle aussi fût mal informée, puisque l'appel avait été écrit avant son arrivée à Vienne) a indiqué que tout laissait penser que la

² Baranya est un aujourd'hui un comitat du Sud de la Hongrie. Il s'est constitué dans cette région, du 14 au 25 août 1921 une éphémère « république serbo-hongroise » de Baranya-Baja, à cheval sur la frontière définie au traité de Trianon entre la Hongrie et la Yougoslavie. NdT.

³ À savoir : Albert Király, János Hirossik, Jenö Landler, Georg Lukács, et d'autres, la majorité originelle du Comité Central du Parti Communiste Hongrois, qui, à la suite du III^{ème} congrès mondial du Komintern (juin 1921) a été mise en minorité. Rudas et Lengyel sympathisaient avec elle.

République de Baranya n'avait rien de sérieux. Peu importe : l'appel était nécessaire. C'est en vain que se produisit entretemps l'effondrement de la République de Baranya. Peu importe : il fallait que l'appel paraisse. Pourquoi ? Si l'auteur de l'appel ⁴ avait pensé, ne serait-ce qu'en passant, au prolétariat de Baranya, il n'aurait pas poussé à sa parution. Mais il l'a fait parce qu'il avait écrit cet appel, non pas pour Baranya, mais *pour Moscou*. Il a ressenti comme d'autant plus urgent de s'exonérer à Moscou du soupçon d'une orientation gauchiste à l'époque de l'« action de Mars » ⁵, que dans son arrivisme aveugle, il avait oublié *que siègent à Moscou des hommes intelligents*, qui certes allaient voir qu'il tendait à s'orienter à droite, mais en même temps allaient noter *qu'il voulait faire une « realpolitik de droite » dans une conjoncture inexistante avec des forces inexistantes*. Ce n'est pas le fait en lui-même, ce ne sont pas ses conséquences immédiates qui sont ici le plus important, mais *l'orientation politique qui s'y révèle*. Et la minorité du Comité Central a commis une faute lourde en ne démasquant pas dès lors cette politique, dont l'action n'est pas dirigée sur le champ d'action qui lui est dévolu, mais utilise le mouvement ouvrier dans son ensemble pour se distinguer personnellement. Ce fut une faute lourde de la part de la minorité que de ne pas, dès ce moment là, être allée jusqu'au clash sur cette situation dans le parti, que d'avoir permis cette manifestation – relativement – anodine d'une *politique d'illusion aventuriste*.

⁴ Sans doute Béla Kun ou un de ses partisans.

⁵ Soulèvement de mars 1921 en Allemagne centrale auquel Béla Kun pris part. NdT.

Poursuivons : dans le numéro du 10 novembre du *Proletár*, il y a, à la une, un appel en cinq points du Comité Central. On y trouve textuellement ce qui suit :

« Le Parti Communiste Hongrois va, *dans un avenir proche*, sous la direction de l'Internationale Communiste, *devenir un grand parti de masse en Hongrie.* »

Celui qui observe la situation de la Hongrie avec ne serait ce qu'un peu d'objectivité et oriente sa politique sur des résultats que l'on peut et que l'on doit viser, celui là sait très bien que cette annonce d'un parti communiste de masse advenant prochainement est, comme représentation, une *illusion délirante*, comme objectif *une politique aventuriste, d'inconscience*. Et si nous nous demandons comment de telles prises de position peuvent venir à l'idée du Comité Central, il nous faut en arriver à la conclusion suivante : Lorsque le Comité Central a écrit ces lignes, *il ne pensait absolument pas à la Hongrie, et il n'a jamais imaginé réaliser sérieusement cet objectif*. En revanche, le Comité Central pensait très sérieusement à ces camarades qui figurent parmi les grands de l'Internationale, et dont la position serait sans nul doute renforcée s'ils n'étaient pas les représentants d'un petit parti illégal, mais d'un puissant parti de masse. Le Comité Central a également sérieusement tenu compte de l'état d'esprit de l'émigration, qui se manifeste par des exclamations comme « Quand rentrons-nous chez nous ? », « il ne se passe absolument rien chez nous ! » ; qui est incapable de comprendre les exigences du travail illégal en Hongrie et de subordonner ses propres sentiments et souhaits à ces exigences. Cette émigration là, n'est pas,

– à maints égards – la partie véritablement communiste de l'émigration. Ou tout au moins pas sa partie *communiste consciente*. Aux côtés de sociaux-démocrates et d'anarchistes, il y a parmi eux de nombreux ouvriers qui pourraient devenir communistes par un travail d'éducation prolongé. Mais telle qu'elle est, cette couche n'est en aucun cas un groupe dont le point de vue doive d'une manière quelconque être déterminant pour la politique du Parti Communiste Hongrois.

Dès aujourd'hui cependant, le Comité Central est l'esclave de ces illusions que, dans la frivolité et l'inconscience, on a cultivées et exploitées au début du mouvement d'édification du parti. Le mouvement d'édification du parti⁶ a puisé ses mots d'ordres dans l'état d'esprit impatient de l'émigration. Du fait qu'on lui a donné les commandes de l'appareil officiel du Parti Communiste Hongrois, il ne peut pas faire autrement que de baser son action d'organisation et sa tactique sur la satisfaction de ces revendications qu'il a cultivées, au lieu de le faire sur les possibilités et exigences du travail véritable en Hongrie.

Que cette organisation soit construite, vainement, sur le sable, on le voit dans le *bureaucratisme sans âme* qui, de jour en jour, apparaît plus crûment. Dans le climat qui a été créé par le Comité Central, il est impossible de mettre l'accent sur le travail véritable. Il faut *afficher des résultats, et tout de suite même*, si l'on veut éviter que les attentes de l'émigration, cultivées et aiguillonnées par le

⁶ Une appellation que s'était donnée le groupe de Béla Kun au sein du P.C.H. – dans le combat contre ceux qu'ils appelaient les « liquidateurs ».

Comité Central, ne se retournent contre le Comité Central. Mais tout de suite, même dans les circonstances les plus favorables, on ne peut édifier que des *ossatures d'organisation*. Le Comité Central, qui veut fournir des résultats immédiats et importants pour Moscou et pour l'émigration, en allant bien au-delà des difficultés inévitables en la circonstance, va vers l'abîme à un rythme effréné. Il ne construit pas du tout des ossatures d'organisations qui pourraient plus tard (peut-être !) être remplies d'un contenu véritable, mais des organisations *qui dans leur principe même sont conçues de telle sorte qu'il ne peut en résulter rien d'autre que des villages à la Potemkine*. Ceci repose avant tout sur le fait que la politique qui consiste à susciter l'illusion dans le contexte d'impatience compréhensible de l'émigration a œuvré avec l'excitation de tous les sentiments individuels d'infériorité, de toutes les viles passions, et *ces ambitions personnelles doivent maintenant être satisfaites*, ces services dans la lutte des fractions doivent être récompensés – ce qui d'emblée *exclut que les problèmes de personnes au sein de l'organisation soient réglés sur une base objective*. À cela s'ajoute que d'un côté, on a créé des appareils gigantesques pour des tâches inexistantes (le « parti de masse » dans l'émigration avec ses secrétariats d'arrondissement, etc.). De l'autre côté, cet appareil est organisé de telle sorte *qu'avec lui, un véritable travail centré sur la Hongrie ne peut absolument être fait* (le mode frivole, non sélectif, d'accueil des adhérents, la destruction de l'appareil illégal etc.). C'est ainsi qu'à partir de ces organisations là, il ne peut jamais advenir d'organisations sérieuses. La machine qui tourne à vide de cette manière ne peut

afficher des résultats qu'en produisant des rapports, des feuilles d'enquête, des statistiques, des dossiers de coupures de presse, etc. Ainsi, non seulement son impuissance fainéante passe pour de l'activité fiévreuse, mais elle produit pour elle-même des raisons « objectives » pour son propre accroissement, ce qui est – provisoirement – propre à calmer les ambitions personnelles qui dès aujourd'hui se déclarent insatisfaites.

À côté de ces raisons, il y en a encore une qui joue un rôle, à savoir le fait que le mode d'organisation du comité central dégénère en un bureaucratisme creux. Cette raison, c'est la *défiance* réciproque – et ajoutons nous, parfaitement justifiée – entre les dirigeants et les membres du parti. Une partie des dirigeants sait très bien que sa politique est construite sur le sable. Mais elle sait en même temps par quels moyens (tromperie, développement d'illusions impossibles à satisfaire, postes, etc.) elle s'est acquis des partisans. Et elle sait aussi *quelle sorte de gens elle s'est acquis comme partisans*. Il est donc d'emblée exclu qu'une collaboration s'établisse sur la base de la confiance communiste entre camarades. Pour toute conversation, il doit y avoir des témoins afin que son résultat ne soit pas démenti a posteriori. Chaque instruction doit être donnée par écrit – non seulement afin qu'il soit exécuté de manière générale, mais aussi – lorsqu'il s'agit d'un ordre impossible à exécuter, comme cela arrive souvent – afin que le document puisse servir à l'occasion de pièce à conviction. L'appareil bureaucratique, pour autant qu'il produise en général quelque chose, produit donc des actes, du matériau pour des plaintes réciproques des

camarades les uns contre les autres, qui sera ensuite exploité dans les conflits personnels qui se produisent obligatoirement.

Dans une telle atmosphère, lourde de défiance réciproque (et je le répète, parfaitement justifiée), *l'autorité du Comité Central* ne peut être imposée – même en apparence – que sur la base d'une soumission aveugle et servile. D'autant plus que le Comité Central a été constitué sur la base de la récompense de services dans la lutte de fractions, et que la plupart de ses membres ne disposent en conséquence, ni comme théoriciens, ni comme organisateurs d'une position telle qu'elle leur permettrait de conserver honnêtement leur autorité d'une autre façon. Il est par exemple significatif qu'un membre du Comité Central, qui est pour ainsi dire théoricien, doive en appeler à la protection disciplinaire du Comité Central parce qu'un membre du parti, formé au plan théorique, a osé s'inscrire à un séminaire de l'école du parti. Cette culture artificielle et injustifiée de l'autorité n'a sans aucun doute comme seule propriété que de rendre la bureaucratie du parti encore plus creuse et plus dénuée d'âme ; elle se transforme en une *administration*, avec des chefs et des subalternes, mais pas en une organisation communiste, centralisée, mais reposant cependant sur une collaboration entre camarades.

Cette organisation a évidemment dû rompre avec toutes les traditions – modestes, mais réelles – du travail d'organisation du Parti Communiste Hongrois qui existaient jusqu'à présent. Elle l'a fait par haine instinctive et mépris de tout travail solide. Mais elle l'a fait en même temps parce que ce n'est que comme ça, alors qu'elle a détruit tout ce que le Parti Communiste

Hongrois à produit jusqu'ici, qu'elle l'a tenu pour rien, qu'elle *détient un alibi pour ne rien accomplir en Hongrie*. Et comme le Comité Central sait très bien qu'il ne sera jamais en mesure de fournir un travail réel en Hongrie, il met en place son travail de destruction de telle sorte de disposer pour une longue période d'une excuse pour ne pas être à même d'accomplir quoi que ce soit. Et l'appareil bureaucratique, la puissante bureaucratie centrale du « parti de masse » dans l'émigration, même si elle empêche le travail réel, produit au moins des documents qui semblent momentanément justifier l'inaction.

Mais ce n'est que pour un temps. Et comme les attentes impatientes ne peuvent pas éternellement être calmées par des promesses et des accusations, *il faut des résultats apparents*. Et c'est là que se trouve le plus grand danger des principes d'organisation du Comité Central. *En tant qu'organisation, cette organisation est fondée sur la corruption*. Dans la conduite de tout travail illégal, la difficulté du contrôle du travail véritablement accompli représente un grand danger. On obtient très souvent, non pas par malveillance, mais par suite d'espérances exagérées, par suite de la surestimation de son propre travail, même de la part de très bons camarades qui travaillent illégalement, des rapports qui ne rendent pas totalement compte de la situation réelle. C'est le devoir de l'appareil central, non seulement d'extraire le noyau véritable de tels comptes-rendus, mais aussi *d'éduquer* les camarades qui travaillent illégalement pour qu'ils fondent leur action sur les faits les plus réels, et pas sur des illusions. Je le répète : même un Comité Central qui s'appuie sur un travail complètement raisonnable, qui est

à la tête du meilleur parti, est contraint de *lutter* contre de telles tendances. Mais quand le Comité Central lui-même s'appuie sur des semblants de résultats, quand ces tendances se trouvent encore soutenues depuis le Centre, alors les camarades qui travaillent illégalement doivent savoir *que le centre n'attend pas d'eux une appréciation honnête de la réalité, mais qu'ils doivent décrire des illusions comme si c'était des réalités*. Si nous ajoutons à cela que le principe de base du Comité Central en matière d'organisation est le défaut de toute prudence dans la sélection des membres du Parti, alors on voit dès à présent l'abîme vers lequel se dirige inexorablement le Comité Central en raison de sa politique bâtie sur des illusions et pas sur la réalité.

Sur la voie du mensonge, il n'y a en effet pas de stationnement. Lorsque j'ai fait des promesses à l'égard de Moscou ou de l'émigration de produire ceci ou cela dans un court espace de temps, je ne peux m'en dédire temporairement qu'en faisant porter toute la faute sur l'impuissance de l'ancien Comité Central, le sabotage de la minorité, etc. Mais tôt ou tard, il faudra pourtant que j'affiche un résultat quel qu'il soit. Et si j'ai apprécié la situation sur la base d'illusions, si mes organisations sont dès le départ structurées de telle sorte qu'elles ne peuvent en aucune manière accomplir un véritable travail, alors *il ne reste rien d'autre que le faux compte-rendu : la description d'illusions comme s'il s'agissait de réalités*. Et pour conforter le premier mensonge, il en faut un deuxième, et c'est ainsi que l'on continue inexorablement jusqu'à l'effondrement définitif.

Aucun communiste honnête ne peut suivre le comité central sur cette voie. Une grande partie des éléments

communistes sérieux de l'émigration a déjà reconnu cet état de fait. Mais il est tout à fait certain que les travailleurs hongrois ne se laisseront pas utiliser comme des moyens. Et quand la bulle de savon des « édificateurs du parti » aura enfin éclaté, alors chaque travailleur communiste va voir que nous avons eu raison. Il ne nous fera comme reproches que de n'avoir pas engagé plus tôt la lutte contre la politique aventuriste d'illusion.

